le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 21 juillet 2019 N° 458 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

ILS LUTTENT POUR LE CONTRÔLE DE LA MANGEOIRE, PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES LUTTENT POUR LEUR SURVIE

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire
Ils luttent pour le contrôle de la mangeoire pendant que les travailleurs et les pauvres luttent pour leur survie

Page 5
Mali : Quand l'État fait semblant d'exiger de la transparence dans la fonction publique

Page 7
Sénégal: Une hausse du prix du carburant qui va entraîner un renchérissement du coût de la vie

Page 8
Tchad : les victimes de l'ancien dictateur Hissen Habré réclament leur dû

Page 8
Soudan : Malgré la répression, la mobilisation populaire se poursuit

Page 8

Retour en force du virus ébola

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Côte d'Ivoire

ILS LUTTENT POUR LE CONTRÔLE DE LA MANGEOIRE, PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES LUTTENT POUR LEUR SURVIE !

Le Rhdp, le parti du clan Ouattara, s'est déjà mis en ordre de bataille en vue de la Présidentielle prévue au mois d'octobre 2020. Dans les clans adverses, au Pdci et au Fpi, les prétendants au poste étant nombreux, ils sont encore à l'étape des conciliabules : iront-ils ensemble ou en ordre dispersé ? L'avenir le dira. De même que certains d'entre eux finiront peut-être par rejoindre le clan Ouattara, s'ils sentent le vent aller dans ce sens et surtout si le fromage qui leur est proposé est conforme à leurs prétentions. Pour eux tous, l'objectif, c'est finalement d'être positionné au plus près de la marmite. Leur prétendue divergence politique ou idéologique n'est que du verbiage, sinon de l'habillage. Ce n'est pas par hasard que le personnel politique de tous ces partis, et d'ailleurs de tous les autres, passe de l'un à l'autre, et ces partis politiques eux-mêmes nouent et dénouent des alliances en fonction des intérêts personnels de leurs dirigeants.

Ils savent aussi que l'élection en elle-même, comme dans toutes les républiques bananières, n'est que la feuille de vigne qui cache le bourrage des urnes et les magouilles de toutes sortes. Souvent, cela ne suffit pas alors, ils ont recours aux milices et aux bandes armées officielles comme officieuses. Et c'est l'ensemble de tout cela qui définit le camp victorieux. À ce jeu-là, en 2010, c'est Ouattara qui l'a emporté. En plus de sa propre milice armée (les forces ex-rebelles de Soro Guillaume), il a aussi bénéficié de l'appui militaire de l'impérialisme français venu à son secours.

L'objet de la guéguerre actuelle entre le pouvoir en place et son opposition concerne le contrôle de la Cei, qui est la Commission Électorale Indépendante. C'est elle qui est chargée d'organiser les élections et de proclamer les résultats. Contrairement à ce que son nom l'indique, elle n'a évidemment rien d'indépendant. Autrement, il n'y aurait aucune raison de se bagarrer pour la contrôler. Celui qui aura la mainmise sur les postes clés de cette administration, aura la main sur les fichiers électoraux ainsi que la comptabilisation des données électorales. Ainsi, si le bourrage des urnes ne suffît pas à remporter la victoire, il y aura toujours la possibilité de trafiquer le résultat par le biais du fichier informatique.

Du point de vue des intérêts des travailleurs, quelle

que soit la future équipe au pouvoir, c'est du pareil au même ! Autant qu'ils sont, ils sont tous dans le camp des riches ! Ils ne représentent, ni de près ni de loin, les intérêts des travailleurs.

Or, la situation des travailleurs se dégrade au fil des ans, depuis plusieurs décennies. Cela, du simple fait que les prix des biens de consommations augmentent sans cesse, alors que les salaires sont très bas et de surcroit bloqués.

Il serait pourtant nécessaire que les salaires suivent le rythme des augmentations des prix et soient réévalués régulièrement. Mais attendre cette simple mesure de justice sociale des exploiteurs et des tenants du pouvoir, ce serait comme attendre qu'un bouc produise du lait !

Les bourgeois, qui exploitent les travailleurs et l'État au service de ces exploiteurs, ne cèdent rien aux travailleurs tant qu'ils ne se font pas craindre. Seul un rapport de forces peut les obliger à tenir compte des intérêts des pauvres.

Ce ne sont jamais des élections, transparentes ou pas, qui viendront régler les problèmes des travailleurs et des populations pauvres, mais la lutte de l'ensemble du monde du travail contre la bourgeoisie qui les exploite et l'État qui les opprime.

Côte d'Ivoire

LE GOUVERNEMENT, QU'IL LE VEUILLE OU NON, N'EST QU'UN EXÉCUTANT LOCAL DES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES !

Au Ghana tout comme en Côte d'Ivoire, le cacao représente une grande partie des rentrées d'argent dans les caisses de l'État. Ce sont les deux plus gros producteurs mondiaux de cacao (65% de la production mondiale). Malgré cela, ils n'ont aucune prise sur la fixation du prix de cette matière première.

Le ministre ivoirien de l'agriculture en 2018, au salon international du chocolat de Paris, plaidait pour une meilleure répartition des revenus du cacao. Seulement 7% revenaient au pays producteurs. Le reste était réparti entre les gros négociants et les industriels du chocolat.

En Côte d'Ivoire, plus de 5 millions de personnes vivent de la production du cacao. Plus de la moitié de ces producteurs, selon des chiffres récents de la Banque mondiale, vivent avec moins de 750 francs Cfa journalier. Les revenus sont tellement bas que la main d'œuvre infantile est abondamment utilisée dans ce secteur.

Sous prétexte d'accorder un meilleur prix aux paysans, les deux pays se sont associés pour peser de leur poids afin d'exiger un prix planché du cacao pour la campagne 2020-2021. Du côté des dirigeants ivoiriens, la crainte d'une éventuelle baisse du prix du cacao est d'autant plus grande que l'année prochaine est une année où devrait se dérouler l'élection présidentielle et il serait mal venu d'augmenter le nombre de mécontents contre le pouvoir en place.

Le bras de fer avec les capitalistes mondiaux de la filière cacao a duré un mois, mais ces derniers n'ont évidemment rien lâché sur l'essentiel. Cela montre une fois de plus à quel point les vrais décideurs, ce ne sont pas ces gens qui se succèdent au pouvoir dans les pays sous-développés mais les puissants détenteurs de capitaux des pays industrialisés. Les dirigeants des pays africains peuvent toujours s'agiter et faire semblant de s'indigner devant la dictature du marché mondial mais ils ne sont que des exécuteurs locaux, certes grassement payés, des puissances capitalistes qui dominent le commerce mondial.

Côte d'Ivoire

ÉCHOS D'ENTREPRISES

ACC : LA LUTTE CONTINUE !

Les travailleurs d'ACC, une entreprise de construction et de travaux publics, sont entrés en lutte récemment. Ils réclament entre autres, le paiement des heures supplémentaires, la déclaration à la Cnps, l'alignement du salaire de tous sur le salaire le plus élevé ainsi que de meilleures conditions de travail.

Lorsque les réclamations ont été déposées à la direction, le patron, dans son arrogance, estimant que les ouvriers doivent accepter de subir l'exploitation sans lever le petit doigt, a renvoyé le représentant des travailleurs. Il croyait ainsi pouvoir les intimider tous. Ceux-ci ont répondu par un débrayage pour exiger la réintégration immédiate de leur camarade. Le patron a reculé. Le lendemain, il est revenu à la charge, et cette fois-ci, il a renvoyé trois autres représentants. Là encore les ouvriers ont répondu par un arrêt de travail immédiat, obligeant le patron à revenir encore une fois sur sa décision.

Même si pour l'instant les réclamations des travailleurs n'ont pas encore trouvé de solution définitive, les travailleurs ont fait la démonstration que seule l'union et la solidarité entre travailleurs peuvent permettre de tenir tête aux exploiteurs.

DECOTEK : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT

Les travailleurs de Decotek, l'entreprise du BTP qui construit en ce moment le siège d'Orange à la Riviera Golf, sont engagés dans un bras de fer avec leur patron. Ils réclament le paiement des heures supplémentaires, la déclaration à la Cnps, le paiement des salaires sur bulletin, l'augmentation des salaires, le paiement des dimanches et des jours fériés selon le barème approprié.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs tentaient de faire parvenir leurs doléances au patron. Mais tant que ce n'était que des doléances, celui-ci pouvait faire la sourde oreille. C'est ainsi que la mobilisation est allée en s'agrandissant avec la menace de grève. Pris de panique, le patron est allé demander secours à l'Inspection du travail.

Pour l'instant, sur certaines questions concernant les heures supplémentaires non payées, la Cnps, la délivrance de bulletins de paie, le patron a promis de les régler. Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que les promesses d'un patron ne valent rien ! Voilà pourquoi ils sont décidés à rester mobilisés jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Mali

QUAND L'ÉTAT FAIT SEMBLANT D'EXIGER DE LA TRANSPARENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Excédées par le niveau atteint par la corruption au Mali, un certain nombre d'associations se sont regroupées au sein d'une « *plateforme de lutte contre la corruption et le chômage* ». Celle-ci dénonce le fait que l'État malien ne mette pas en application la décision qu'il avait prise en 2017 d'obliger tous les fonctionnaires à déclarer leur patrimoine «*avant la fin du mois d'août 2017* » sous peine de sanction. Force est de constater que cette décision prétendument prise pour lutter contre « *l'enrichissement illicite*» n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau puisque que selon les aveux même d'un responsable de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (l'OCLEI, un bureau chargé par l'État pour lutter contre la corruption), seulement une toute petite minorité de fonctionnaires auraient déposé leurs déclarations de biens à ce jour. En effet, plus ils sont haut placés, moins ils sont enclins à dévoiler publiquement leurs comptes en banque, leurs villas et autres richesses. Sans compter qu'ils peuvent déclarer ce qu'ils ont envie de déclarer, étant donné qu'ils peuvent camoufler leurs patrimoines en utilisant toutes sortes d'astuces.

La « *plateforme* » affirme que « *8 000 personnes aujourd'hui au Mali doivent justifier leurs biens, [elles] n'ont pas fait ce travail, [elles] n'ont pas respecté la loi* ». Elle menace donc de porter plainte contre ces contrevenants devant la justice malienne.

À défaut d'être une solution vraiment efficace pour mettre fin à la corruption qui règne au sein de l'État, cette action a au moins le mérite de dénoncer cette pratique qui se fait au détriment de la population.

Mais si on compte tout simplement sur la justice malienne pour mettre fin à la corruption, on fait fausse route.

QUI DIT QUE LE GOUVERNEMENT NE FAIT PAS ASSEZ POUR COMBATTRE LA CORRUPTION ET LES FRAUDES ?

Au Mali, il y a une multitude de bureaux et de cellules chargés de contrôler les comptes de l'État et de lutter contre les fraudes et la corruption. On peut citer l'Inspection générale d'État, la Cour des Comptes, la Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle de l'Administration (CASCA), la Cellule Nationale de Traitement des informations Financières (CENTIF), le Bureau du Vérificateur Général (BVG) et enfin l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite créé par l'actuel président en 2015.

Avec autant de bureaux et de cellules, on pourrait croire que l'État malien fait beaucoup dans la lutte contre la fraude, la corruption et les détournements des fonds publics, mais c'est tout le contraire. Il ne s'agit-là que de postes créés pour caser des amis et des proches, voire pour acheter le silence de quelques « *opposants* » de circonstance. Bientôt il va peut-être y avoir un nouveau bureau chargé de contrôler les contrôleurs !

IL Y EN A QUI SALIVENT DÉJÀ À L'ODEUR DE L'ARGENT FRAIS À DÉTOURNER

Dans le cadre d'un programme prétendument destiné à « *la réduction de la pauvreté* », notamment à des «*investissements dans les infrastructures et les secteurs sociaux* », le gouvernement malien va recevoir un prêt du FMI d'un montant de 200 millions de dollars. Au sommet de l'État, il y en a qui se frottent déjà les mains car une partie de cet argent ira droit dans leurs poches. Quant aux prétendus investisse-

ments dans les secteurs sociaux comme les hôpitaux publics ou l'enseignement public (pour ne citer que ceux-là), il y aura à peine quelques miettes.

Mali

UN VOLEUR DE HAUT RANG PARMI TANT D'AUTRES

Suite à une révélation faite par un journal local, des militants de la « *Plateforme de lutte contre la corruption et le chômage* » ont porté plainte contre un certain Bakary Togola, président de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali. Celui-ci est soupçonné d'avoir détourné plus de 20 milliards de francs CFA de la caisse d'une fédération de coopératives de producteurs de coton. Pour mieux siphonner la caisse, ce monsieur aurait placé son propre neveu au poste de comptable de la fédération, mais cela ne l'a pas empêché d'être pris la main dans le sac.

Apparemment ce voleur de haut rang ne semble pas être très inquiet de la plainte. Il a déclaré qu'il « *travaille pour le compte des ministres et des hauts responsables du pays et qu'il peut se payer tous les procureurs du Mali dans n'importe quel procès* ». Une partie de l'argent qu'il a détourné servira probablement à arroser des gens haut placés pour s'en sortir à bon compte mais les paysans qu'il a volés ne l'entendent certainement pas de la même oreille.

AU MOINS UN DOMAINE OÙ L'ÉTAT MALIEN BRILLE !

Selon une récente enquête de Transparency International, la corruption au Mali s'est aggravée ces dernières années, classant le pays au 120ème rang sur 180. Voilà au moins un domaine où l'État malien excelle.

Quand est-ce qu'on décernera une médaille à l'occupant du palais de Koulouba qui brille par sa gabegie et son goût du luxe en piochant allègrement dans les caisses de l'État ?

DES MILLIARDS DE FRANCS CFA DÉTOURNÉS CHAQUE ANNÉE

Selon les chiffres donnés par le président de la « *Plateforme de lutte contre la corruption* » au Mali, 250 milliards de francs CFA (380 millions d'euros) seraient détournés chaque année des caisses de l'État. Cela correspondrait (selon les responsables de la plateforme) à la somme nécessaire pour construire 1 250 écoles où l'on pourrait scolariser 900 000 enfants ou pour construire 1.785 centres de santé. Une grande partie de cet argent volé va dans les poches des dignitaires du régime et de leurs proches, à commencer par le cercle du président qui vit dans un luxe insolent alors que la grande majorité de la population vit dans la misère. Cela n'empêche pas les gens du pouvoir d'entonner à tout bout de champ qu'ils mènent des actions contre « *l'enrichissement illicite* ».

LES FONDS ONT ÉTÉ SIPHONNÉS AVANT MÊME LE DÉMARRAGE DES TRAVAUX ROUTIERS

La route principale qui relie le Mali au Sénégal est dégradée au point qu'elle est devenue dangereuse. Il y a des nids de poules et des crevasses partout alors que c'est le principal axe de transport de marchandises entre les deux pays, étant donné

que le chemin de fer est toujours en attente de réhabilitation depuis des années.

L'État malien aurait reçu, selon les informations données par un journal local, un financement provenant de bailleurs de fonds internationaux et de la Banque africaine de développement (BAD) pour réaliser les travaux mais la moitié de cette somme aurait déjà disparu alors que les travaux n'ont même pas commencé.

Sénégal

UNE HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT QUI VA ENTRAÎNER UN RENCHÉRISSEMENT DU COÛT DE LA VIE

Une "essencerie" à Dakar

Depuis le début de ce mois de juillet le prix du carburant à la pompe a été augmenté. Ainsi le litre du super est passé de 695 f Cfa à 775 f Cfa tandis que le gasoil est passé de 595 à 655 f Cfa. Cette hausse survient au moment où le prix du baril a baissé jusqu'à 50% ces derniers temps. Néanmoins le gouvernement justifie cette hausse en prétendant qu'il voulait le faire depuis 2016 mais qu'il aurait retardé sa décision afin de ne pas aggraver le budget des ménages quitte à restreindre les entrées d'argent dans les caisses de l'État. Il s'agirait donc d'un simple rattrapage.

La réalité c'est que Macky Sall veut renflouer les caisses de l'État sur le dos des petites gens qui, même si elles ne possèdent pas de véhicules, vont en subir les conséquences. Cette hausse du prix du carburant va provoquer inéluctablement la hausse du prix du transport de personnes et de marchandises et, celle de l'électricité. Ce sont finalement ceux qui sont au bas de l'échelle, c'est-à-dire les travailleurs et leurs familles, qui vont payer les frais de cette augmentation puisque contrairement aux transporteurs qui peuvent répercuter la hausse sur le prix du transport, les travailleurs eux ne verront pas de compensation de cette hausse sur leur feuille de paie.

Pour ne pas être les éternels perdants des augmentations incessantes du coût de la vie, les travailleurs ne peuvent s'en sortir qu'en imposant collectivement une augmentation générale de leur pouvoir d'achat ainsi que l'indexation de leurs salaires sur le coût réel de la vie. Ce sont eux qui produisent les richesses, qui font tourner les machines, qui entretiennent les routes et qui font fonctionner tout ce qui est utile à la vie de la société mais ce sont eux qui vivent dans la misère et dans le dénuement. C'est ainsi que fonctionne le capitalisme mais les travailleurs ont entre leurs mains les moyens de défendre leurs intérêts s'ils prennent conscience de la force qu'ils représentent collectivement.

Tchad

LES VICTIMES DE HISSEN HABRÉ RÉCLAMENT LEUR DÛ

Une manifestation dite "*Mobilisation citoyenne*" a eu lieu le 18 juillet dernier près du pont Chagoua, à Ndjaména, pour "*interpeller les autorités*" à propos des indemnisations destinées aux victimes de l'ancien dictateur et bourreau, Hissen Habré. Les manifestants, pour la plupart des femmes, ont battu le pavé en criant, en sifflant, en tapant sur des ustensiles de cuisine, faisant beaucoup de bruit. Certains déployaient des banderoles revendicatives.

Manifestation des familles de victimes de l'ex-dictateur tchadien Hissène Habrét à Ndjaména, en 2005

Il y a deux ans au Sénégal, Hissen Habré (en exil dans ce pays) était condamné par le tribunal de Dakar à la prison à perpétuité pour "*crimes contre l'humanité*" et à verser plus de 80 milliards de francs CFA, soit 150 millions de dollars, aux victimes et aux familles des disparus. Aux 7.500 victimes recensées, le tribunal leur a alloué 20 millions de francs CFA chacune, soit 30.000 euros. Mais depuis, aucun franc ne leur a été versé.

De leur côté, à Ndjaména, les autorités ont organisé en mars 2015 un semblant de procès dans lequel sept ex-agents de la DDS, la police politique du régime Habré, ont été condamnés pour « *assassinats et tortures* ». Ils doivent verser 75 milliards de francs CFA de dommages et intérêts aux quelques 7.500 victimes, l'État tchadien devant prendre en charge la moitié de cette somme. Mais jusqu'à présent, les victimes n'ont rien touché.

Idriss Deby, l'actuel président du Tchad, était le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres de son ancien chef Hissen Habré. En tant que tel, il était impliqué dans de nombreux assassinats ou tortures des opposants et de tous ceux qui osaient critiquer le régime. Mais lui, il est toujours au pouvoir grâce au soutien de l'impérialisme français dont il est l'un des pions dans cette partie de l'Afrique centrale et sahélienne.

Soudan

MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA MOBILISATION POPULAIRE SE POURSUIT

Le 3 juin, les Forces armées rapides (RSF) ont envahi la place devant le siège de l'état-major de l'armée, là où les rassemblements populaires sont permanents. L'armée a détruit les tentes et tiré sur des manifestants. Il y a eu plus de cent morts et des centaines de blessés. Les grands axes de Khartoum ont été quadrillés par les forces des diverses unités militaires soutenant le Conseil militaire de transition (TMC). Et l'université qui se trouve à proximité, pourtant fermée depuis le début des manifestations, a été saccagée par les ex-miliciens Janjawids réputés pour leur férocité. C'est pour punir les étudiants et les professeurs qui sont parmi les dirigeants de la protestation.

Le 5 juin, le général Abdel Fattah Al-Burhane dirigeant de la TMC, a déclaré que

les négociations avec l'opposition sont considérées comme nulles.

Soudan : les manifestations de rue continuent

La population soudanaise ne s'est pas découragée. Le 30 juin, à l'appel de l'Alliance pour la liberté et le changement, des centaines de milliers de femmes et d'hommes sont descendus dans les rues. Mais cette fois-ci les dirigeants de l'armée n'ont pas donné l'ordre de réprimer les manifestants.

Les dirigeants de l'opposition veulent forcer l'armée à négocier autour d'une table pour qu'elle accepte un compromis de gouvernement entre civils et militaires. Finalement, le 5 juillet, la junte militaire a accepté de signer un accord de partage de pouvoir avec l'opposition civile représentée par l'Alliance pour la liberté et le changement.

Si la junte accepte maintenant un accord avec l'opposition, c'est pour mieux la soumettre plus tard. D'autre part les alliés du Soudan dans la région, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, préfèrent le calme dans ce pays. Ils craignent que la protestation s'étende chez eux.

Depuis la chute d'Omar Al-Béchir, les revendications de la population pauvre sont loin d'être satisfaites. Elle subit l'augmentation permanente des prix et le poids de la dictature. Le compromis que signe l'opposition est une voie sans issue. Il est plus que nécessaire que la classe ouvrière du Soudan profite de la situation actuelle pour créer une organisation indépendante pour faire céder la bourgeoisie et mettre en place un État qui prenne en compte ses intérêts.

IL FAUT CHANGER LE MONDE

Un rapport de l'ONU signale que la faim dans le monde touche maintenant 821 millions de personnes, soit 10,8 % de l'humanité. En Afrique ce fléau touche 20% de la population. Ces chiffres sont en hausse depuis 3 ans. Si l'on ajoute les personnes touchées par la famine et celles touchées par l'insécurité alimentaire, il y a plus de 2 milliards de personnes qui n'ont pas régulièrement accès à de la nourriture saine et en quantité suffisante.

Ces chiffres accablants illustrent l'aberration de l'organisation sociale de la société, car les connaissances, les capacités productives sont largement suffisantes pour nourrir toute la population.

RETOUR EN FORCE DU VIRUS EBOLA

Cette maladie a causé la mort de 1 700 personnes en République Démocratique du Congo depuis l'été dernier. La mort récente à Goma (2e ville du pays) d'une personne portant le virus d'Ebola a fait que l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a classé l'épidémie actuelle au rang d' « urgence sanitaire mondiale ». Cette ville située sur les rives du lac Kivu est un carrefour important dans la région car elle se trouve à proximité des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda. De ce fait, il y a de grands risques que le virus circule à l'intérieur de ces trois pays et aille plus loin.

Les autorités ougandaises ont commencé à procéder à une sorte de chasse à l'homme sous prétexte de mettre la main sur des personnes qui auraient pu croiser la personne contaminée.

Rappelons que lors d'une précédente vague d'épidémie survenue entre 2014 et 2016, la Guinée, le Libéria et la Sierra Léone ont été fortement touchés puisque 11 300 décès y ont été dénombrés. Dans ces trois pays, de très nombreux militaires ont été déployés autour des villages infestés par le virus pour imposer une mise en quarantaine des populations déjà misérables en temps ordinaire. Il a été interdit aux cultivateurs d'aller travailler dans leurs champs ou d'échanger des produits avec les villages voisins. Dans de nombreuses localités cela a eu comme conséquence de faire mourir les gens de famine, de dénuement autant que de la fièvre Ébola. Les aides que les dictateurs locaux ainsi que les grandes puissances ont fait miroiter, ne sont jamais parvenues aux villages touchés par l'épidémie.

À l'heure actuelle dans la région de Goma beaucoup de personnes qui ont une fièvre ne la déclarent pas de peur qu'on les enferme dans les centres de traitement qui ont la réputation d'être des sortes de mouroirs dépourvus du minimum.

Le désarroi et la souffrance de la population n'empêchent pas l'exploitation capitaliste de se faire. Le sol et le sous-sol de cette région regorgent de multiples richesses dont la cassitérite qui est extraite par Alphamin, une prospère société américano-sud-africaine.

Il est vrai que la science n'a pas encore réussi à mettre au point un traitement efficace contre cette maladie mortelle qui frappe les populations de nombreux pays d'Afrique. Un vaccin existe à l'échelle expérimentale, mais les quantités disponibles de doses sont largement insuffisantes pour faire face à l'épidémie actuelle.

Les experts du comité d'urgence réunis à Genève ont exprimé leur déception au sujet du financement de l'aide par les grandes puissances. Les recherches sur les traitements de la maladie piétinent du fait du manque de ressources financières consacrées à cet effet.

Quant aux capitalistes qui ont la mainmise sur l'industrie pharmaceutique et la fabrication des vaccins, eux ils ne sont intéressés que par les profits réalisables. De leur point de vue, les populations d'Afrique sont trop pauvres pour pouvoir se payer les traitements nécessaires pour cette maladie grave comme pour bien d'autres moins graves mais qui continuent de tuer.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.